

**République Démocratique du Congo**  
**Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC**



**Coordination Générale**  
**Goma Nord-Kivu**

**Projet de Stabilisation et Relèvement de l'Est de la RDC**  
**« STAR-Est »**

**Termes de Référence pour le recrutement d'un consultant firme chargé des études de base ou de référence et groupes de discussion du Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC dans les Provinces du Nord Kivu et Ituri**  
**Réf. STEP - ZR-STAR EST-417413-CS-QCBS**

## **I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un don d'un montant de (250 millions de dollars) de l'Association Internationale de Développement (IDA) au titre de Financement du Projet de Stabilisation et de Relèvement dans l'Est de la RDC'.

Le Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC (P175834) a pour objectif de soutenir : (i) la fourniture d'infrastructures socio-économiques communautaires de base et (ii) la réinsertion socio-économique durable de personnes sorties des forces et groupes armés des communautés situées dans les zones ciblées des provinces de Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

La justification économique du projet est basée sur les éléments suivants : La nécessité de jeter les bases d'un relèvement à plus long terme en créant une plate-forme de projet décentralisée de " stabilisation ", intégrée dans l'administration provinciale, combinée au renforcement des systèmes de gestion des finances publiques afin que les recettes de l'État puissent garantir la pérennité de l'action.

Le projet améliorera l'accès aux infrastructures socio-économiques de base pour environ 3,3 millions de personnes résidant dans environ 880 communautés ; il soutiendra également directement les moyens de subsistance d'environ 120000 personnes. Le ciblage géographique et des bénéficiaires sera essentiel pour identifier les communautés où il existe des opportunités d'aide au développement pour jouer un rôle potentiellement transformateur.

Le Projet a cinq composantes répartis de la manière suivante ;

### **Composante 1 : Stabilisation communautaire (75 millions de dollars)**

Cette composante vise la stabilisation des communautés et le développement local des ETD par le renforcement des capacités de planification participative et l'amélioration de l'accès aux infrastructures et services communautaires de base en utilisant une approche résiliente aux risques climatiques.

Elle cible directement 880 communautés localisées dans les Entités Territoriales Décentralisées des territoires de Masisi, Rutsuru, Beni, Lubero et Walikale (province du Nord Kivu), Fizi, Kalehe, Shabunda et Mwenga (province du Sud Kivu), Mambasa, Irumu, Djugu et Mahagi (province de l'Ituri) à travers les deux sous-composantes axés sur :

- a) Sous- Composante 1.1 : Facilitation et renforcement des capacités pour la planification participative communautaire (Financement 10 millions USD), visant, d'une part, à soutenir l'engagement communautaire par la sensibilisation et la mobilisation communautaires, ainsi que par la participation aux évaluations de la vulnérabilité et des besoins et, d'autre part, à renforcer la capacité des autorités provinciales et locales dans la planification participative.
- b) Sous- composante 1.2 : Investissements dans les infrastructures communautaires sociales et économiques résistantes au climat (Financement 65 millions USD), visant à fournir des infrastructures communautaires sociales et économiques résilientes au climat, basées sur les plans de développement local formulés.

### **Composante 2 : Réintégration à base communautaire (120 millions de dollars US)**

L'objectif de la composante est de contribuer à la réintégration durable des personnes désarmées dans leurs communautés à travers les sous- composantes axés sur :

- a) Sous- Composante 2.1 : Les travaux publics à Haute Intensité de Main-d'œuvre (Financement 68 millions USD) qui vise à réaliser les THIMO consistant en la construction ou la réhabilitation de 1125 km de routes rurales de desserte agricole et les investissements associés, ainsi que d'autres investissements mineurs dans les infrastructures publiques éligibles, permettant à 35 000 bénéficiaires, dont 50% de femmes et 25% de personnes sorties des groupes armés, d'accéder à un emploi temporaire et à une aide à la subsistance.
- b) Sous- Composante 2.2 : L'octroi des subventions en espèces pour les activités génératrices des revenus (Financement 37 millions USD), basées sur des plans d'affaires élaborés par les bénéficiaires
- c) Sous- Composante 2.3 : Le soutien psychosocial (Financement 15 millions USD) afin de fournir un soutien psychosocial, médical et juridique aux bénéficiaires des THIMO et des AGR, y compris les survivantes de VBG et les femmes / filles à risque.

### **Composante 3 : Gouvernance décentralisée (20 millions de dollars USD)**

L'objectif de cette composante est d'appuyer les administrations provinciales de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que les administrations civiles locales de certaines ETD (y compris les ETD pour les villes de Goma, Bunia et Bukavu) dans l'amélioration de la gouvernance, de la gestion des finances publiques grâce à des activités sur la mobilisation des recettes intérieures, la planification budgétaire de base et la gestion, à travers les sous- composantes axés sur :

- a) Sous- Composante 3.1 : Le renforcement de la collecte des revenus générés en interne, ciblant l'augmentation en pourcentage des recettes générées à l'interne (RGI) collectées par les provinces du projet
- b) Sous- Composante 3.2 : L'amélioration de la gestion budgétaire et comptable ciblant l'opérationnalisation des services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) dans les 3 provinces du projet;
- c) Sous- Composante 3.3 : l'accroissement de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des ressources des provinces par la mise en place des solutions numériques satisfaisantes pour la collecte et la gestion des recettes.

### **Composante 4 : Gestion du projet, assistance technique et recherche (Financement 35 millions USD)**

Les objectifs de cette composante sont, d'une part, d'assurer la mise en place et le fonctionnement de la plateforme décentralisée de mise en œuvre du projet au niveau de la coordination générale et des unités provinciales d'appui à la mise en œuvre et, d'autre part, d'assurer un soutien technique ciblé et la réalisation d'activités de recherche sélectionnées à l'appui de la réalisation de l'objectif global du projet.

Ces objectifs sont réalisés à travers les sous- composantes axés sur :

- a) Sous- Composante 4.1 : La gestion du Projet pour assurer la mise en œuvre réussie du projet en fournissant les ressources nécessaires à la gestion, à la coordination, au suivi et à l'évaluation du projet par la Coordination générale et les Coordinations provinciales.
- b) Sous- Composante 4.2 : L'assistance technique visant le renforcement des capacités des coordinations provinciales du P-DDRCS, de PRA et de la CRESP
- c) Sous- Composante 4.3 : la recherche et l'apprentissage ciblant l'élaboration et la réalisation d'un programme de recherche sur des domaines thématiques spécifiques pertinents pour le projet, ainsi que d'autres études informant le gouvernement et les Administrations provinciales sur les réformes politiques et les investissements futurs.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, la réalisation d'une étude de base dans le but d'avoir les informations initiales sur les indicateurs du projet s'avère obligatoire. Dans cette perspective, le STAR-EST souhaite recruter un consultant (Firme) qualifié et expérimenté qui aura pour mission de conduire l'étude d'élaboration de la situation de référence du projet (Etude de base) et conduire les discussions avec les parties impliquées.

## **II. OBJECTIFS, PORTEE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE**

### **1. OBJECTIF GLOBAL**

(1) L'objectif global de l'étude est de collecter les informations qui permettront au projet de disposer des données sur la situation initiale des indicateurs à partir de la quelle les progrès seront mesurés, et d'assurer la vérification des hypothèses sur lesquelles la proposition de projet a été développé.

### **2. OBJECTIFS SPECIFIQUES**

De manière spécifique, l'étude aura pour objectifs de :

- Faire une analyse détaillée des conditions sociales et économiques (statut de travail, éducation, moyens de subsistance, sources de revenu, etc.) y compris une analyse exhaustive de la situation de la santé mentale et du soutien psychosocial des communautés bénéficiaires affectées par les violences, la fragilité et les conflits;
- Faire une analyse pertinente de la dynamique des conflits, incluant le profil et les caractéristiques pertinentes des ménages ayant des membres engagés ou à risque de s'engager dans les groupes armés dans les territoires ciblés des provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri;
- Identifier les valeurs de base des indicateurs du cadre logique du projet en se basant sur les données collectées dans les zones d'intervention du Projet.

Au terme du projet, une étude de référence finale sera réalisée aux fins de comparaison avec la situation initiale des indicateurs et mesurer les changements induits par le projet.

### **3. PORTEE DE L'ETUDE**

L'enquête de base collectera des données auprès de 1.676.000 ménages et couvrira 8 territoires ruraux (comprenant 11 secteurs, 43 chefferies , 330 groupements et 8738 villages), et 4 villes comprenant 13 communes urbaines et 98 quartiers dans les provinces du nord Kivu et de l'Ituri, dans la mesure où la situation sécuritaire le permettra.

L'étude permettra de :

- L'analyse de la vulnérabilité globale des ménages en considérant six secteurs vitaux - alimentation, eau, santé, services écosystémiques, habitat humain et infrastructure.
- L'analyse de la sécurité économique et de la résilience des ménages, en se focalisant notamment sur l'ampleur de l'impact des conflits armés sur la capacité des ménages, en tant que partie intégrante d'une communauté, à couvrir leurs besoins essentiels immédiats en aliments et en revenus d'une part, et, d'autre part, à protéger et maintenir leurs moyens d'existence et, par conséquent, leur autosuffisance et leur sécurité économique (en termes d'aliments et de revenus) à long terme.
- L'analyse du profil des moyens d'existence dans les territoires ciblés, incluant les investissements et les revenus individuels des ménages, la disponibilité et l'accès des services financiers, l'accès aux marchés et aux produits de base, les activités professionnelles et autres sources de revenus des ménages, le niveau d'interactions entre les ménages et les marchés, etc., et établir les passerelles avec les subventions en AGR;
- L'analyse des subventions en AGR prévues dans le projet (nature, valeur, autres avantages), y compris l'analyse des actions prévues pour les consolider et assurer leur durabilité;
- L'analyse des forces et faiblesses des approches d'éligibilité aux THIMO, de ciblage géographiques, d'identification et sélection des participants, d'offre d'emploi et d'inclusion des groupes spécifiques prévues dans le projet et proposer des réajustements si nécessaires, avant le lancement des THIMO ;
- L'analyse des dotations en filets sociaux prévues dans le projet (nature, valeur, autres avantages) en vue de déterminer si elles sont adéquates, appropriées et compatibles avec le contexte local, s'assurer

de la justesse de ces dotations avec le marché ainsi que leur impact sur l'économie locale, et proposer des réajustements, si nécessaire, avant le lancement des THIMO ;

- L'analyse des actifs en infrastructures et services que le projet prévoit de créer et savoir s'ils répondent aux besoins des communautés en s'intéressant à l'état de ces actifs, à la qualité des services fournis à la communauté, à l'accessibilité physique et économique de ces actifs, à leur impact environnemental et social, et proposer des réajustements, si nécessaire ;
- L'analyse de la nature et le contenu des formations prévues par le projet en faveur des participants aux THIMO et s'assurer qu'elles sont en alignement avec les exigences du marché du travail local;
- L'analyse pour s'assurer que les conditions et pratiques de travail prévues par le projet sont appropriées et prennent en considération les lois nationales réglementant le travail et si les normes de travail seront appliquées;
- L'analyse du processus de décentralisation financière dans les provinces ciblées, et vérifier dans quelle mesure le projet contribuera effectivement au renforcement du système fiscal et de transfert des ressources, à la réforme budgétaire et la gestion de la dépense, au développement de la fonction comptable et le renforcement de la gestion de trésorerie, au renforcement du système de contrôle des finances publiques provinciales et locales, à la promotion de la gouvernance participative des finances infra nationales et à la numérisation du système de gestion des finances publiques provinciales et locales.

#### 4. METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée pour cette enquête Baseline combine des approches qualitatives et quantitatives, qui s'articulent autour de quatre méthodes de collectes de données :

- a) **La revue documentaire** : cette phase permettra au prestataire de démontrer sa compréhension approfondie du contexte de l'étude afin d'élaborer des outils de collecte appropriés (questionnaires, guides d'entretien, etc.) pour la collecte des données sur le terrain. Les outils seront annexés au rapport initial de l'étude
- b) **Approche qualitative** : Le prestataire présentera de façon détaillée les méthodes, les techniques et les approches préconisées pour la collecte des données qualitatives liées au contexte du projet et aux indicateurs qualitatifs prévus dans le cadre de résultats.
- c) **Approche quantitative** : Le prestataire présentera de façon détaillée les méthodes, les techniques et les approches préconisées pour la collecte des données quantitatives liées aux indicateurs quantitatifs prévus dans le cadre de résultats et qui sont collectées directement auprès des communautés cible. La méthodologie doit préciser les outils de collecte des données à utiliser pour chaque indicateur et la base de sondage prévue. La méthodologie précisera également le mode d'échantillonnage retenu pour la sélection des répondants, la formule de calcul de l'échantillon et les critères de précision (intervalle de confiance, marge d'erreur, taux de réponse pour le calcul des indicateurs envisagés, etc).
- d) **Traitement et analyse des données**: Le prestataire décrira les méthodes, les techniques et les supports/logiciels prévus pour le traitement, l'analyse et le contrôle de cohérence des données de l'enquête quantitative et qualitative.

Le prestataire précisera les détails du plan qu'il mettra en place pour le traitement et l'analyse des données, incluant entre autres éléments :

- o La manière et les moments où les données seront entrées dans la base de données;
- o Le logiciel à utiliser pour saisir les données, prenant en compte la double entrée de données pour réduire les erreurs;
- o La vérification de la qualité des données et la modification du plan afin d'assurer la cohérence logique ainsi qu'une indication du logiciel à utiliser,
- o Le Plan de tabulation des indicateurs,
- o Toute autre analyse de données planifiée,
- o Tous les variables doivent être étiquetés de manière claire et cohérente pour faciliter la réévaluation lors de la future enquête d'évaluation finale.

- e) **Profils des répondants:** l'enquête collectera les données auprès des chefs de ménage et auprès de répondants adultes âgés de 18 à 65 ans vivant au sein du ménage interviewé. Les répondants adultes autres que le chef de ménage seront sélectionnés au hasard, avec une stratification par sexe et groupe d'âge du répondant (en distinguant les jeunes adultes âgés de 18 à 35 ans et les répondants plus âgés).
- f) **Populations cibles :** Les populations cibles de l'étude sont celles qui seront bénéficiaires du projet, à savoir :
- Les ménages vulnérables affectés par le FCV, désagrégés par sexe, tranche d'âge, profession (Agriculteurs exploitants, Artisans, commerçants, employés, ouvriers, retraités, sans activité, etc.),
  - Les jeunes (hommes et femmes)..
  - Les anciens combattants démobilisés désagrégés par sexe, par age, etc.
  - Les survivant(e)s des VBG
  - Les fonctionnaires des régies financières des provinces et des ETD
  - Les autorités locales, coutumières (chefs de groupements, chefs de village, etc.) et religieuses
  - Les leaders d'opinion
  - Les peuples autochtones

## 5. DONNÉES ET INFORMATION À COLLECTER

L'enquête de base fournira :

### 1. Les données de référence des indicateurs du projet listés ci-dessous:

#### A) Indicateurs de l'ODP

- Indicateur ODP 1 : Nombre de bénéficiaires indirects du projet atteints
- Indicateur ODP 2 : Nombre de communautés vulnérables bénéficiant du projet
- Indicateur ODP 3 : Accès aux infrastructures communautaires améliorées
- Indicateur ODP 4 : Nombre de bénéficiaires directs des emplois et des activités de résilience
- Indicateur ODP 5 : Pourcentage de femmes parmi les personnes associées à des groupes désarmés qui ont accès à des moyens de subsistance
- Indicateur ODP 6 : Pourcentage de bénéficiaires qui déclarent que leurs revenus provenant de l'auto-emploi et de l'emploi rémunéré ont augmenté un an après la fin du soutien du projet
- Indicateur ODP 7 : Des rapports budgétaires et des états financiers consolidés, pertinents et complets dans les provinces du projet sont produits et disponibles

#### B) Indicateurs de Résultats intermédiaires

##### Composante 1-Stabilisation à base communautaire

- 1.1. Pourcentage des bénéficiaires qui estiment que les investissements du projet ont répondu à leurs besoins ;
- 1.2. Pourcentage de sous-projets pour lesquels des dispositions ont été prises pour l'exploitation et la pérennisation ;
- 1.3. Pourcentage d'infrastructures identifiées par la planification participative locale qui ont été construites et/ou réhabilitées selon des normes de résilience climatique ;
- 1.4. Nombre de bénéficiaires indirects des projets d'infrastructures communautaires ;
- 1.5. Nombre de Comités de développement local actifs dans la fourniture de services à la communauté ;
- 1.6. Nombre de PDL élaboré ou mis à jour par le biais d'une planification participative locale, intégrant des normes de résistance au climat et un plan d'urgence pour le VCF.

##### Composante 2- Réintégration à base communautaire

- 2.1 Nombre de bénéficiaires directs des THIMO
- 2.2 Nombre de bénéficiaires se décrivant comme des ex-combattants et bénéficiant d'une aide à la subsistance
- 2.3 Nombre d'hommes-jours d'emplois temporaires créés
- 2.4 Linéaire (en Km) de routes rurales construites ou réhabilitées
- 2.5 Nombre de bénéficiaires directs d'activités génératrices de revenus

- 2.6 Nombre de bénéficiaires directs d'un soutien psychosocial
- 2.7 Nombre de plans provinciaux de mise en œuvre du P-DDRCS produits de manière consultative et décentralisée et qui sont disponibles.

### **Composante 3 : Gouvernance décentralisée**

- 3.1 Augmentation en pourcentage des recettes générées à l'interne (RGI) collectées par les provinces du projet
- 3.2 Nombre d'Unités de services comptables opérationnelles dans les provinces
- 3.3 Nombre de solutions numériques satisfaisantes pour la collecte et la gestion des recettes établies dans les provinces du projet

### **Composante 4: Gestion de projet et recherche**

- 4.1 Plateforme numérique pour le partage des données provinciales mise en place
- 4.2 Nombre de Documents de recherche sur les politiques publiés
- 4.3 Pourcentage de Plaintes liées à la livraison des avantages du projet traitées dans les délais fixés

## **2. Les informations sur la situation avant la mise en place des investissements du projet concernant :**

- Les conditions sociales et économiques des bénéficiaires;
- Les informations préliminaires sur la disponibilité, l'état et les conditions d'accès aux infrastructures routières et autres infrastructures socio-économiques de base dans la zone du projet;
- L'Indice de vulnérabilité des ménages dans les territoires ciblés, en considérant les six secteurs vitaux suivants : alimentation, eau, santé, services écosystémiques, habitat humain et infrastructures;
- Les investissements individuels et les revenus des ménages;
- La disponibilité des services financiers et leur accès;
- Les opportunités de marchés et les produits de base clés nécessaires à la population touchée par les conflits armés et les chocs climatiques en lien avec l'octroi des subventions en AGR rentables et durables;
- La situation de la santé mentale et des besoins en soutien psychosocial des communautés bénéficiaires affectées par les violences, la fragilité et les conflits;
- Les liens possibles entre les chaînes de valeurs agricoles et les subventions en AGR;
- Le niveau d'inclusion financière, de l'épargne et de la dette des ménages dans la zone du projet;
- Les conditions, les normes légales et pratiques de travail existantes dans la zone et leur applicabilité au projet STAR-EST ;
- La dynamique des conflits dans la zone, la cartographie sécuritaire, le profil et les caractéristiques des ménages ayant des membres engagés ou à risque de s'engager dans les groupes armés;
- Les valeurs de base des indicateurs du cadre logique du projet ;
- Le processus de décentralisation financière dans les provinces et ETD ciblés, en lien le système fiscal et de transfert des ressources, la gestion budgétaire, la gestion des dépenses, le développement de la fonction comptable, la gestion de la trésorerie, le système de contrôle des finances publiques, la gouvernance participative des finances, la numérisation du système de gestion des finances publiques.

## **III. MISSIONS DU PRESTATAIRE**

Le Prestataire sera responsable de tous les aspects relatifs au déroulement de l'enquête de base et prendra en compte toutes activités ad hoc dans les estimations de ses coûts de prestations, notamment :

### **a) ECHANTILLONNAGE**

- L'enquête de base collectera des données auprès de 1.676.000 ménages et couvrira 8 territoires ruraux (comprenant 11 secteurs, 43 chefferies , 330 groupements et 8738 villages), et 4 villes comprenant 13 communes urbaines et 98 quartiers dans les provinces du nord Kivu et de l'Ituri, dans la mesure où la situation sécuritaire le permettra.

- Le cadre d'échantillonnage et la méthodologie d'échantillonnage seront proposés par la firme d'enquête sous contrat et développés en consultation avec l'équipe de la Banque mondiale. Le contenu du questionnaire sera fourni par le PROJET, mais la Firme sera chargée de fournir un récapitulatif d'information basé sur sa connaissance du contexte.
- Afin d'assurer la représentativité de la population enquêtée (1.676.000 ménages), l'étude reposera sur un échantillonnage en grappes géographique à plusieurs degrés pour déterminer l'échantillon des ménages ciblées par l'enquête et des localités du déroulement de l'enquête, étant donné qu'il est difficile de se procurer une liste exhaustive de la population à enquêter et que la recherche sera réalisée dans plusieurs zones géographiques.
- Les critères d'inclusion des ménages seront les suivants : Etre un ménage ayant au moins un adulte âgé de 18 à 65 ans présent au domicile au moment de l'enquête La sélection des ménages pourra être réalisée avec la méthode aléatoire systématique en appliquant un pas de sondage (P). Le pas de sondage est le nombre de ménages qui séparent deux ménages échantillonnés. L'échantillon sera calculé par territoire et doit être représentatif de la population des zones d'intervention du projet.

**b) Obtenir des autorisations et être à jour sur les considérations de recherche sur des sujets humains**

- L'entreprise d'enquête doit, dans la planification et la mise en œuvre de son travail sur le terrain, tenir pleinement compte des règles de devoir de diligence du Groupe de la Banque mondiale qui seront fournies par le PROJET ;
- Les propositions doivent détailler les réglementations que les sujets humains suivront et respecteront, et comment ils satisferont aux exigences d'approbation et de surveillance pour la recherche sur des sujets humains ;
- La firme obtiendra les permis nécessaires pour commencer des recherches (Obtenir les autorisations nécessaires auprès du Projet/Ministère avant de mener les enquêtes par exemple obtenir des lettres officielles des agences du gouvernement informant les autorités locales de la conduite des enquêtes, et tout autre document pouvant faciliter la collecte de données sur le terrain);
- La firme également les autorités locales dans chacune des localités sélectionnées pour les informer et les sensibiliser à la recherche et assurer leur soutien tout au long du travail de terrain.

**c) Recrutement des équipes d'enquête**

- La firme d'enquête sera responsable de l'engagement et du paiement des recenseurs et superviseurs expérimentés, dont le nombre doit être détaillé dans le plan d'action de mise en œuvre et approuvé par l'équipe du PROJET. Les enquêteurs ainsi que les superviseurs doivent maîtriser le français ainsi que les langues utilisées dans la conduite des enquêtes ;
- Recruter ou affecter un responsable de terrain pour toute la durée du travail sur le terrain, ainsi que des responsables d'enquête pour chaque province, si nécessaire, dans le cadre des plans de travail ( sur le terrain) ;
- Prendre des dispositions pour le recrutement de guides locaux pour travailler avec les enquêteurs afin d'assurer un accès sûr et des conditions de travail efficaces ;
- Partager avec le projet et l'équipe de la Banque mondiale les politiques de rémunération des enquêteurs. L'offre financière de l'entreprise doit inclure la rémunération du personnel.

**d) Elaboration des outils de collecte**

- La firme sera chargée d'élaborer les questionnaires d'enquête en fonction de son expérience professionnelle et de sa connaissance du contexte ;
- La firme sera responsable de la traduction du questionnaire en français et dans les langues utilisées pour la réalisation des enquêtes, en utilisant la méthode de la contre-traduction qui assurera le consensus entre les différentes versions ;
- La firme sera chargée de coder le questionnaire dans un outil de collecte de données (par exemple, kobotoolbox, Survey CTO, etc.) et de s'assurer que toutes les questions et sauts sont correctement saisis ;
- Au besoin, l'équipe d'enquête sera responsable de l'impression des questionnaires.
- Les informations relatives aux domaines de l'étude seront collectées à partir de deux outils:

- Le questionnaire pour la partie quantitative.
- Le focus group pour la partie qualitative

Ces deux outils permettront de collecter les informations nécessaires pour renseigner sur la situation avant la mise en œuvre des interventions du projet.

### 1. Le questionnaire quantitatif

Le questionnaire quantitatif est élaboré en prenant en considération les indicateurs ci-après :

- Le nombre actuel des ménages vulnérables dans les territoires ciblés par le projet
- Le nombre actuel des ménages ayant accès aux services sociaux de base
- Le nombre actuel d'infrastructures sociales disponibles dans la zone offrant les services acceptables
- Le pourcentage actuel d'infrastructures
- Le pourcentage actuel des ménages ayant accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable) : accès géographique, accès économique, qualité de service, etc.
- Le nombre actuel des ex-combattants démobilisés
- Le nombre actuel des ex-combattants pris en charge dans un programme de réinsertion
- Le nombre actuel personnes développant une activité génératrice de revenus ou à un moyen de subsistance
- Le nombre actuel de personnes ayant accès à un emploi rémunérateur
- Le nombre de personnes ayant subi un traumatisme
- Le nombre actuel des victimes de VBG et de toute autre forme de violences
- Le nombre actuel des personnes prises en charge dans un programme d'accompagnement psychosocial
- Le linéaire total des routes de desserte agricole
- Le linéaire total des routes de desserte agricole praticable et sans coupure de bout en bout.
- Le pourcentage actuel de personnes qui déclarent que leurs revenus provenant de l'auto-emploi et de l'emploi rémunéré
- Le volume actuel des recettes internes collectées dans les ETD
- Le pourcentage actuel des bénéficiaires qui estiment que les investissements prévus par le projet répondent à leurs besoins ;
- Le pourcentage actuel d'infrastructures construites et/ou réhabilitées selon des normes de résilience climatique ;
- Le nombre actuel des CLD actifs dans la fourniture de services à la communauté ;
- Le nombre actuel des PDL élaboré par le biais d'une planification participative locale et intégrant des normes de résistance au climat et un plan d'urgence pour le VCF.
- Le Nombre actuel des personnes bénéficiant directement d'un programme THIMO
- Le nombre actuel des personnes se décrivant comme des ex-combattants et bénéficiant d'une aide à la subsistance
- Le nombre actuel d'hommes-jours d'emplois temporaires créés par les programmes THIMO réalisés dans la zone du projet
- Le nombre actuel d'unités de services comptables opérationnelles dans les provinces et ETD du projet
- Le nombre actuel de solutions numériques satisfaisantes établies dans les provinces du projet pour la collecte et la gestion des recettes
- Le nombre actuel de plateformes numériques pour le partage des données provinciales mise en place
- Le nombre actuel de documents de recherche sur les politiques publiés
- Le pourcentage actuel des Plaintes liées à la livraison des avantages du projet traitées dans les délais fixés.

### 2. Le Focus group

Pour l'enquête qualitative, les données seront collectées par le biais de focus groups à raison de 12 focus group à savoir :

- Un focus group avec les jeunes femmes (18 à 35 ans)
- Un focus group avec des jeunes hommes (18 à 35 ans)
- Un focus group mixte avec les jeunes femmes et jeunes hommes (18 à 35 ans)
- Focus group auprès de groupes de femmes et de groupes d'hommes
- Focus group avec des leaders communautaires et religieux
- Focus group avec les anciens combattants démobilisés hommes
- Focus group avec les anciens combattants démobilisés femmes
- Focus group mixte avec les anciens combattants démobilisés
- Focus group avec les survivant(e)s des VBG
- Focus group avec les fonctionnaires des ETD
- Focus group avec les autorités locales et coutumières (chefs de groupements, chefs de village, etc.)

- Focus group avec les peuples autochtones

Les ménages enquêtés pour la partie quantitative ne seront pas sélectionnés pour la partie qualitative. Dans chaque groupe, des acteurs diversifiés doivent être identifiés pour participer aux entretiens. Les informations collectées grâce aux focus groups contribueront à la compréhension des perceptions des différentes parties prenantes, d'identifier certains défis et obstacles à la paix, à la stabilisation et à la cohabitation pacifique entre les communautés. Les focus groupes porteront sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, à travers les principales questions suivantes :

✧ **Connaissances**

Que pensez-vous de la persistance des conflits, y compris les conflits armés, à l'Est de la RDC ?  
(Pour l'animateur du focus group : quels sont les défis et les obstacles à la paix à l'Est de la RDC )

✧ **Attitudes**

Selon vous, quelles sont les actions individuelles que vous pouvez mener au sein de votre communauté pour contribuer à la paix et à la cohabitation pacifique entre communauté à l'Est de la RDC ?  
(Pour l'animateur du focus group : Lister les attitudes favorables à la promotion de la paix et de la cohabitation pacifique )

✧ **Pratiques**

Quel type d'activités menez-vous pour promouvoir la paix et la cohabitation pacifique au sein de votre communauté?  
(Pour l'animateur du focus group : Participation à des barza communautaires, accompagnement, interaction avec les autorités, participation aux rencontres diverses sur la paix et cohabitation pacifique, etc...)

**e) Enquête pilote (Tester le questionnaire)**

- Avant ou au cours de la formation des enquêteurs, le Prestataire devrait effectuer une enquête pilote supervisée qu'il réalisera sur un petit nombre de ménages dans des localités différentes de la zone d'étude, afin de tester les instruments d'enquête quantitatifs et qualitatifs. Le prestataire fournira dans la méthodologie, les détails prévisionnels pour la réalisation de l'étude pilote qui servira à tester l'adéquation des questionnaires aux conditions réelles de terrain et qui pourra également être utilisée pour sélectionner les meilleurs enquêteurs. Le rapport de l'enquête pilote devrait donner des recommandations claires et constructives sur la révision des questionnaires et la conduite de l'enquête. L'enquête pilote doit respecter les conditions suivantes :
  - ✓ Essais pilotes dans des conditions réelles mais en dehors de la zone d'étude réelle où le travail concret de terrain aura lieu;
  - ✓ Suivi du temps par question et module d'estimation du temps moyen par questionnaire et cela via le logiciel CAPI;
  - ✓ Les répondants de l'échantillon ne peuvent pas être interrogés dans le cadre du projet pilote;
  - ✓ Si l'entreprise d'enquête ou ses enquêteurs identifient des problèmes avec le questionnaire, ceux-ci doivent être signalés au projet et à l'équipe de la Banque mondiale. Des modifications seront apportées au questionnaire à partir des enseignements tirés du projet pilote avant le début de l'enquête proprement dite.
- Le contractant effectuera en outre des tests approfondis sur des questions sensibles, telles que celles liées à la sécurité, par le biais de consultations d'experts, de groupes de discussion et de tests sur le terrain, en plus du pilotage normal et d'autres processus de développement de questionnaires. Enfin, en coordination avec l'équipe du projet, il ajustera le questionnaire pour refléter les résultats des tests, en consultation avec l'équipe de la Banque mondiale.

**f) Formation des enquêteurs et superviseurs**

- Préparer, en coordination avec l'équipe du Projet, un programme de formation à dispenser aux superviseurs, aux enquêteurs et aux agents de saisie des données, et dont le manuel doit comprendre :
  - ✓ La méthodologie de sélection d'un ménage et d'un répondant ;
  - ✓ Les principes de la recherche éthique impliquant des sujets humains et rôle de l'enquêteur ;
  - ✓ Les instruction sur le processus et les exigences de consentement ;
  - ✓ La révision de la structure du questionnaire ;

- ✓ Les principes d'un entretien efficace
  - ✓ Comment remplir le questionnaire ;
  - ✓ Des définitions importantes et un questionnaire fictif annoté avec des commentaires et des exemples ;
  - ✓ Les instructions sur l'utilisation des supports numériques (tablettes) et le téléchargement de données ;
  - ✓ Les protocoles de santé publique et de sécurité.
- Les superviseurs devraient recevoir une formation supplémentaire au besoin. La formation doit inclure toutes les questions énumérées ci-dessus en tant que contenu des supports de formation ainsi qu'un examen de la structure du questionnaire et un examen approfondi de chaque question, afin de bien comprendre l'objectif de l'enquête.
  - La formation inclura des exercices individuels et de groupe avec des démonstrations et exercices en temps réel pour s'habituer à la pratique consistant à poser et à remplir des questionnaires. Les enquêteurs administreront le questionnaire complet à un petit nombre de répondants (en dehors de l'échantillon de l'étude) lors d'un test sur le terrain, suivi d'un débriefing approfondi.
  - La formation durera cinq jours au minimum (y compris l'exercice pratique). Le calendrier et le plan de formation seront déterminés après la finalisation du questionnaire en coordination avec la firme .
  - Ajuster le questionnaire en fonction de l'enquête pilote et de la formation des enquêteurs. Un minimum de deux jours doit être accordé après la formation pour ces ajustements dans le questionnaire avant de démarrage des entretiens.

**g) Mise en œuvre de l'enquête**

- Soumettre un plan d'action comprenant :
  - ✓ Une méthodologie d'échantillonnage qui assure la représentativité et les méthodes de calcul des poids d'échantillonnage ;
  - ✓ Un budget détaillé, un plan de nettoyage des données et un calendrier détaillé des activités qui englobe la période allant de la conception de l'enquête à la livraison des données. Ce plan comprendra également la formation et toute autre activité intermédiaire ;
  - ✓ Les Principales activités de l'équipe dans chaque unité primaire d'échantillonnage (UPE) - tâches et responsabilités attendues de chaque membre de l'équipe et temps prévu que chaque équipe passera dans une UPE, ainsi que les déplacements et la logistique. Les superviseurs devront accompagner régulièrement chacun des enquêteurs pour vérifier que le protocole convenu est suivi et pour s'assurer que l'enquêteur sait comment gérer et entreprendre une interview. Ces contrôles devront être nettement plus fréquents au début du travail sur le terrain pour garantir une qualité élevée dès le départ
  - ✓ Plans de vérifications ponctuelles et de vérifications. Des vérifications ponctuelles doivent vérifier le respect par les enquêteurs des protocoles de collecte de données et confirmer la qualité de la collecte et de la saisie des données. Un minimum de 10 % de vérifications ponctuelles d'un échantillon aléatoire d'entretiens doit être prévu pour confirmer la validité des données. Les vérifications peuvent être effectuées par téléphone, mais des dispositions doivent être prises pour certaines vérifications en personne.
  - ✓ La Coordination Générale du projet et l'équipe de la Banque mondiale se réservent le droit d'entreprendre leur propre vérification et un suivi auprès des ménages interrogés
- La firme devra développer un protocole de gestion des refus des ménages et de remplacement/sélection des ménages par un autre ménage.
- Lors de la collecte des données, la firme devra vérifier régulièrement la qualité et la cohérence des données collectées en vérifiant quotidiennement les nouveaux questionnaires. En particulier, l'entreprise vérifiera et s'assurera que les questionnaires ont été entièrement remplis conformément aux instructions et que les réponses aux différentes questions sont cohérentes. L'entreprise devra également réinterroger les ménages si les questionnaires n'ont pas été correctement remplis.
- Soumettre un rapport d'avancement tous les trois jours. Les rapports d'avancement doivent indiquer
  - (a) le nombre de ménages interrogés avec succès et leurs données saisies ;
  - (b) le nombre de ménages qui ont refusé de participer ou qui n'ont pas rempli le questionnaire;
  - (c) Les défis ou changements dans la mise en œuvre ;

(d) questions ou questionnaires problématiques .

- Fournir des données brutes (c'est-à-dire non vérifiées) à l'équipe du Projet telles qu'elles ont été saisies une fois que 10 %, 25 %, 50 % et 75 % du questionnaire ont été remplis
- Informer rapidement l'équipe du GBM de toute condition de sécurité ou autre qui dicte des changements importants aux plans énoncés dans le plan d'action approuvé avant d'apporter ces changements.

#### **h) Saisie des données**

- Développer le code pour numériser le questionnaire dans un logiciel CAPI. Ces codes doivent être élaborés en gardant à l'esprit les outils de contrôle de qualité pertinents pour assurer la qualité de la saisie des données, y compris la double saisie, les contrôles de cohérence et de gamme, etc. ;
- Transférer les données d'un logiciel CAPI vers STATA ;
- Informer régulièrement l'équipe du projet de l'état d'avancement de la saisie des données (si certains questionnaires sont remplis sur papier)

#### **i) Nettoyer et compiler la base de données**

- Identifiez toute réponse redondante saisie par erreur
- En coopération avec l'équipe de la Banque mondiale, utiliser des indicateurs de base pour valider les données (par exemple, structure de la population, répartition par âge et par sexe, éducation, accès aux infrastructures).
- Transférer les données brutes et propres à l'équipe de la Banque mondiale, ainsi que le code associé au nettoyage et à la pondération de l'échantillon.
- Les données recueillies dans ce projet sont la propriété du Groupe de la Banque mondiale. L'entreprise n'a pas le droit de partager ces données (en tout ou en partie) avec des tiers. Toute demande d'utilisation des données doit être soumise à l'équipe de la Banque mondiale.

## **IV. RESULTATS ATTENDUS ET LIVRABLES**

Le Prestataire fournira les livrables suivants, en français :

<b>Activités</b>	<b>Produits</b>	<b>jours de travail ou semaines/</b>
Rapport de démarrage renseignant sur les approches méthodologiques, le plan de travail, le chronogramme des activités et les outils de collecte des données	Rapport de démarrage (Inception report)	10 jours après la signature du contrat des prestations
Réunion entre le prestataire, le groupe de référence et le groupe de gestion de l'étude de base (5 jours après la réception des recommandations)	Compte rendu des recommandations sur le rapport de démarrage	1 jour pour produire le compte rendu.
Intégration des commentaires dans le rapport de démarrage	Rapport final de démarrage (Final Inception report)	5 jours après le feedback sur le rapport de démarrage
Réalisation de l'étude de base (recrutement et formation des enquêteurs, enquête pilote, collecte, traitement et analyse des données),		53 jours

Activités	Produits	jours de travail ou semaines/
Production du rapport préliminaire	Rapport préliminaire	4 jours
Intégration des commentaires dans le rapport préliminaire	Rapport préliminaire corrigé	5 jours après le feedback sur le rapport préliminaire
Atelier de restitution des résultats de l'étude de base	Rapport de atelier de restitution	1 jour
Intégration des commentaires et recommandations formulés lors de atelier de restitution		3 jours à dater de atelier de restitution des résultat
Production du rapport final de l'étude de base	Rapport final de 30 pages maximum (sans les annexes)	5 jours
Total		90 jours

Le rapport final de l'Etude de Base sera présenté en français en deux copies imprimées et une copie électronique, dans le format ci-dessous :

- a) Résumé analytique ;
- b) Contexte de l'étude;
- c) Objectifs de l'étude;
- d) Méthodologie utilisée
- e) Résultats de l'étude
- f) Conclusions et les Recommendations;
- g) Annexes

Le spécialiste M&E du projet veillera à la qualité du rapport de l'Etude de base qui sera partagé avec le Groupe de référence et le Groupe de gestion de l'étude pour l'examen de la qualité

## V. CRITERES D'ELIGIBILITE ET QUALIFICATIONS MINIMALES

La réalisation de l'étude de base sera confiée à un cabinet spécialisé recruté par la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et Coût (QBSC), conformément à la Nouvelle Règlementation de passation des marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants de Juillet 2016, Révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023, justifiant au moins 15 ans d'expérience des enquêtes socio-démocratiques.

### 1. Admissibilité/Eligibilité minimale

- Minimum 8 ans d'expérience professionnelle en affaires ;
- Pas plus de 20 % des revenus de la Banque mondiale ;
- Licences/certifications commerciales appropriées ;
- Acceptation des conditions générales du Groupede la Banque mondiale

## 2. Qualifications minimales

Le prestataire doit démontrer ses capacités dans les domaines suivants :

- Aptitude à communiquer efficacement avec la Banque mondiale en français.
- Être un expert de l'Est de la RDC et avoir une compréhension approfondie des défis socio- économiques auxquels le pays est confronté, ainsi qu'une connaissance particulière de la région d'étude.
- Expérience récente démontrée dans l'organisation d'enquêtes à l'échelle de ce projet au cours des cinq dernières années dans l'Est de la RDC, les rapports d'au moins 3 enquêtes Baseline faisant foi (fournir les liens permettant d'accéder à ces rapports).
- Expérience démontrée dans l'organisation de groupes de discussion dans l'Est de la RDC sera considéré comme un avantage
- Expérience démontrée dans l'organisation de groupes de discussion sur des sujets similaires à ceux abordés dans ces termes de référence.
- Les soumissionnaires doivent montrer les mesures de sécurité qu'ils prendront pour assurer le respect des règles de devoir de diligence de la Banque mondiale.
- Forte capacité et expérience dans la planification et l'organisation de la logistique des enquêtes, y compris la conception et la mise en œuvre de protocoles pour garantir des données de haute qualité .
- Démontrer des compétences en gestion de projet.
- Forte capacité dans la conception de bases de données, la gestion des données et les statistiques.
- Capacité de stocker et de conserver les données d'une manière qui protège l'identité des répondants.
- Les soumissionnaires doivent avoir de l'expérience dans la participation à des types de projets similaires avec la Banque mondiale ou des institutions similaires
- Etre prêt à démarrer la mission dès que possible.
- La connaissance du français (parlé et écrit) est obligatoire.

## 3. Personnel clé

Le cabinet recrutera un personnel clé de 11 personnes constituées de :

- 1 coordonnateur principal de l'Etude
- 2 Responsables provinciaux de l'étude basés respectivement à Goma et à Bunia,
- 7 superviseurs de l'Etude affectés dans les territoires couverts
- 1 Gestionnaire de base de données basé à Goma.

L'équipe sera complétée par les enquêteurs dont le nombre sera précisé par le cabinet selon les besoins.

### a) Compétences requises :

- **Coordonnateur principal de d'Etude de base** - au minimum titulaire d'un diplôme d'études supérieur (Ba+5) en sciences sociales, sciences juridiques, économie, statistique, démographie, anthropologie ou dans des domaines similaires, avec au moins 10 ans d'expérience en gestion d'enquêtes, justifier une bonne compréhension de l'éthique de la recherche socio-économique, des capacités à développer des manuels de formation d'enquêteurs et de superviseurs d'enquête et à organiser et animer des formations d'enquêteurs. Justifier des capacités prouvées en conception d'outils d'enquête et de traitement statistique des données, ainsi que des capacités à organiser et conduire des enquêtes de ménages à envergure nationale ou régionale.

Justifier une excellente maîtrise de la communication en swahili et en français, et des capacités en rédaction de rapport d'étude de haut niveau en français.

- **Superviseurs** - au minimum un diplôme d'études supérieur (Ba+5) dans le domaine de l'économie, des statistiques, de la sociologie, de l'anthropologie, des études du développement ou dans un domaine connexe, et au moins 8 ans d'expérience en supervision d'enquêtes ou un baccalauréat dans les mêmes domaines avec au moins 10 ans d'expérience.
- **Gestionnaire de données** - doit avoir au minimum un diplôme d'études supérieur (Bac +5) en économie, statistiques d'un domaine connexe et très bien familiarisé avec CAPI, STATA, SPSS, Excel avancé et la plate-forme d'enquête utilisée pour la collecte de données. Expérience sur la façon dont les contrôles de cohérence à haute fréquence doivent être effectués.
- **Enquêteurs** – doit avoir au minimum un diplôme de fin d'études secondaires justifiant une expérience d'au moins 5 ans de participation des les socio-économico-démographiques.

Les membres de chaque équipe d'enquête doivent être aptes à communiquer en français et dans les langues de la région des enquêtes (swahili et lingala).

## VI. SOUMISSION DE LA PROPOSITION DE CONSULTATION

Le document requis pour la soumission de la proposition de consultance dans le cadre de cette étude doit inclure:

- La proposition technique comprenant la conception méthodologique globale de la recherche incluant notamment, le plan et le cadre d'échantillonnage, le plan d'intervention au niveau des 7 territoires ciblés, l'organisation de la collecte de données et la liste des protocoles de collecte et de saisie des données, la liste des outils de collecte de données, le Plan de sauvegarde et de sécurisation des données et les éléments du plan de traitement et d'analyse des données ;
- La liste des membres de l'équipe avec un résumé du profil et le CV de chaque membre de l'équipe de consultants, ainsi qu'une note commune sur leur compréhension des termes de référence;
- Une proposition financière détaillée pour la réalisation de l'enquête. La proposition financière comprend les taxes applicables (qui sera à la charge du contractant), les frais de consultation, les frais de voyage et d'hébergement et les autres lignes budgétaires applicables.

## VII. CRITÈRES D'ÉVALUATION

La proposition technique déterminera 70 % de la note d'évaluation globale tandis que la proposition financière déterminera 30 %. Vous trouverez ci-dessous les critères de la proposition technique.

Critères	Définition	Pondération
Efficacité technique et conception	L'approche méthodologique, les plans, les ressources et les outils proposés sont-ils pertinents et appropriés pour garantir l'atteinte des résultats attendus?	30
Qualifications de l'équipe de recherche	L'entreprise candidate possède-t-elle l'expertise technique suffisante dans les domaines de l'enquête?	20
L'expérience de l'entreprise/Firme	Le prestataire a-t-il déjà entrepris des études similaires par le passé?  L'entreprise a-t-elle récemment travaillé avec succès dans l'Est de la RDC ?  L'entreprise a-t-elle de l'expérience dans la réalisation de types de projets similaires pour la Banque mondiale ou d'autres institutions similaires?	25

Critères	Définition	Pondération
Sécurité et sûreté	La proposition de mise en œuvre suggérée aborde-t-elle suffisamment les risques potentiels pour la sécurité et la santé publique et les contre-mesures? L'entreprise montre-t-elle qu'elle peut prendre les mesures appropriées pour assurer la sûreté et la sécurité des enquêteurs, des modérateurs, des répondants et des participants aux groupes de discussion?	25

## VIII. GESTION ORGANISATIONNELLE DE L'ETUDE DE BASE

L'étude de base aura les structures de gestion suivantes:

1. Gestionnaire de l'étude de base : Spécialiste de S&E, pour la coordination de l'étude de base et les interactions au jour le jour avec le prestataire ;
2. Groupe de référence de l'étude de base: CG du projet, Partenaires nationaux du gouvernement, Partenaires au développement / Bailleur (Banque Mondiale) pour l'appui technique

Les principaux rôles et responsabilités au cours du processus de l'étude sont déclinés comme suit :

Structure	Rôle
Gestionnaire de l'étude de base (Baseline Survey Manager)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurer la qualité des rapports et émettre des commentaires en vue d'une action par le prestataire</li> <li>2. Fournir des commentaires de fond sur l'approche conceptuelle et méthodologique et sur d'autres aspects de la conception de l'étude de base</li> <li>3. Coordonner le soutien logistique au prestataire si nécessaire</li> <li>4. Certifier les livrables fournis par le prestataire avant les paiements</li> <li>5. Coordonner la collecte des commentaires sur le rapport initial, sur le rapport préliminaire et sur le rapport final de l'étude de base et s'assurer que le prestataire a pris en compte et répondu à tous les commentaires</li> </ol>
Groupes de référence de l'étude de base	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fournir des commentaires de fond et autres formes d'assistance opérationnelle tout au long de la préparation des rapports.</li> <li>2. Le cas échéant, participer à des réunions et des ateliers avec d'autres partenaires et intervenants clés avant la finalisation des rapports.</li> </ol>

## IX. SECURITE ET GESTION DES DONNEES.

Le prestataire doit se conformer à la politique de confidentialité des données de la Banque mondiale. Au minimum, la Banque mondiale exige:

Les appareils préparés pour les enquêteurs doivent être cryptés, avec mots de passe et logiciel anti-virus ;

- Le transfert de toutes les données de l'appareil vers le serveur central doit être sécurisé ;
- Toutes les données envoyées / transférées doivent être supprimées des appareils à la fin de l'étude.

- Les données susceptibles d'identifier personnellement les répondants, y compris les numéros de téléphone ('PII')<sup>1</sup> sur tous les ordinateurs utilisés par l'entreprise de l'enquête doivent être cryptées à l'aide de VeraCrypt ou d'un programme décryptage similaire ;
- Les données avec PII enregistrées sur les services de stockage dans le cloud (Dropbox, Box, Google Drive) doivent être cryptées à l'aide d'un programme décryptage approprié pour les services dans cloud ;
- Concevoir et suivre un protocole pour séparer les PII des données principales au début du nettoyage et de l'analyse des données. Effectuer le nettoyage des données sur un ensemble de données non identifié, en stockant une version avec PII séparément.

---

<sup>1</sup> Les informations personnelles identifiables (PII :Personally identifiable informations) sont des informations qui, lorsqu'elles sont utilisées seules ou avec d'autres données pertinentes, peuvent identifier un individu.